



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 67 - vendredi 6 janvier 2012

Dans ce numéro :

Austérité, récession, crise de l'euro, 2012, nouvelle étape de la crise mondiale

Le changement de millésime a été l'occasion, pour les dirigeants européens, de promettre à leurs administrés une nouvelle année de privations et de régression sociale. Monti en Italie, Rajoy en Espagne ont présenté des plans d'une dureté sans précédent, au nom de la sacro-sainte lutte pour sortir l'Europe de la crise de la dette.

Sarkozy, lui, dans ses « vœux à la Nation », a posé au capitaine restant au poste dans la tempête malgré les échéances électorales : « *Dans cinq mois, nous avons une élection présidentielle. C'est une échéance importante. Le moment venu, vous ferez votre choix. Mais d'ici là, je dois continuer à agir car l'histoire des décennies à venir s'écrit maintenant* ». Et il a fait de « la croissance et l'emploi » le principal objectif de sa politique à venir : « *Le problème posé n'est pas celui d'un nouveau train de réduction des dépenses pour l'année qui vient. Ce qui devait être fait a été fait par le Gouvernement. Maintenant, il nous faut travailler en priorité pour la croissance, pour la compétitivité, pour la réindustrialisation qui seules, nous permettront de créer des emplois et du pouvoir d'achat.* »

Cette prétention à vouloir relancer la croissance et l'emploi alors qu'entrent en application les mesures du plan de rigueur présenté il y a quelques semaines par Fillon, dont le passage de la TVA sur certains biens et services de 5,5 à 7 %, a un air bien connu : celui de nouvelles exonérations aux entreprises, du transfert sur l'impôt de certaines « charges » qui soi-disant « pénalisent le travail »... Et il n'a d'ailleurs pas fallu attendre le sommet social du 18, au cours duquel il entend bien associer les « partenaires sociaux » à ses mauvais coups, pour que Péresse et Bertrand le confirment : une des mesures centrales du prochain plan sera la mise en place d'une « TVA sociale »... c'est-à-dire, en clair, des allègements des charges salariales et patronales sur les salaires, dont les pertes pour les caisses de sécurité sociale et de retraite sont censées être compensées par une augmentation de la TVA... D'après la théorie du gouvernement, cela devrait permettre au patronat français de baisser ses prix, donc de pénaliser les produits importés. Et les baisses de charges sur les salaires devraient se traduire par une augmentation des salaires nets... D'où le côté « social » de cette nouvelle taxation, qui, en augmentant les prix des produits importés, pénaliserait les délocalisations et favoriserait la réindustrialisation, donc l'emploi... Comme si une telle mesure pouvait inverser une logique qui dure depuis plus de trente ans ! En réalité, ce n'est qu'une façon, en allégeant les charges patronales, de transférer de nouvelles richesses des poches des contribuables vers les coffres des capitalistes, tandis que la hausse de la TVA se traduira inmanquablement par une augmentation du coût de la vie.

Ces trains de nouvelles mesures d'austérité annoncés par Sarkozy et ses comparses sont d'autant plus insupportables qu'au même moment, on assiste à un trafic gigantesque de capitaux entre les banques européennes et la BCE.

Depuis mai 2010, début des « plans de soutien » à la Grèce et aux pays européens les plus menacés, la BCE a « acheté » pour 189 milliards de titres toxiques de dette de ces pays aux banques, essentiellement françaises et allemandes, qui en ont fait la proie de leurs spéculations. Un fabuleux cadeau auquel est venu s'ajouter, le 21 décembre dernier, l'ouverture d'un prêt à trois ans au taux de 1% : 523 banques se sont précipitées sur l'aubaine, récupérant un total de 489,1 milliards d'euros. Ces centaines de milliards, qu'elles rembourseront à un taux inférieur à l'inflation, elles pourront les prêter à des taux usuraires à ces mêmes États qu'il s'agirait de sauver par les plans d'austérité !

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Comble de l'absurdité, ces mêmes banques ont placé dans les jours qui ont suivi, le mardi 27 et le mercredi 28, respectivement 412 et 452 milliards d'euros sous forme de dépôts au jour le jour au taux de 0,25 % auprès de la BCE... Emprunter un jour pour prêter le lendemain à celui à qui on vient d'emprunter... pour La Tribune, ces « *dépôts records inaugurent une nouvelle « ère du soupçon » [...] cette envolée confirme les dysfonctionnements persistants du marché interbancaire européen qui demeure sinistré en cette fin d'année 2011, les banques préférant la rémunération de 0,25 % offerte par la facilité de dépôt au jour le jour de la BCE plutôt que de prendre le risque de se prêter entre elles à des taux plus attractifs.* »

Si les banques refusent « *de prendre le risque de se prêter entre elles* », c'est que leurs coffres sont pleins de créances douteuses, et que chacune « *soupçonne* » ses congénères d'être susceptibles de se retrouver, demain, dans l'incapacité de rembourser l'argent qu'on pourrait leur prêter aujourd'hui.

Cette crise du crédit, dont les conséquences ne touchent pas seulement le marché interbancaire, mais se répercutent également sur les investissements industriels ou des collectivités territoriales, contribuant au ralentissement de l'économie, est un des effets collatéraux de la crise de la dette publique. Et l'ampleur des capitaux transférés à la BCE sont à la mesure de la gravité de cette crise qui aboutit aujourd'hui à une véritable paralysie.

Mais il faut bien que les capitaux circulent... Alors, malgré le fait que la crise menace aujourd'hui de déboucher sur un effondrement financier sans précédent, spéculer sur la dette des États continue à constituer, pour les banques, le terrain le plus sûr, parce que placé sous la protection de la BCE, la banque centrale des banquiers européens, et garanti par la soumission totale des gouvernements aux injonctions des « *marchés* ».

Et tant pis si cette folie, dans laquelle la régression sociale la plus draconienne côtoie la circulation absurde et dépourvue de la moindre utilité sociale de centaines de milliards, débouche sur une nouvelle aggravation de la crise, à commencer par la récession économique qui est en train de s'installer en Europe...

L'austérité nourrit la récession...

À la mi-novembre, l'OCDE avait réduit de façon importante les prévisions de croissance mondiale, et particulièrement dans l'Union européenne, mais aussi aux États-Unis et au Japon. Ces prévisions ont été confirmées par l'INSEE dans sa note de conjoncture de décembre. Le PIB de la France serait négatif pour le trimestre en cours et le prochain, respectivement à - 0,2 % et - 0,1 %. Globalement, pour l'année 2011, la croissance en France s'établirait à 1,6 % au lieu des 1,75 % prévus par le gouvernement. Pour l'ensemble de l'Europe, elle s'établirait à 0,1%, avec une phase de récession pour le trimestre en cours (- 0,3 %) et le suivant (- 0,1 %). Pour un des auteurs du rapport, « *les moteurs de la reprise française se sont grippés cet automne* »...

Conséquence immédiate de cette entrée en récession, le chômage va continuer à croître. D'après l'Insee, le taux de chômage pourrait atteindre 9,6 % à la mi-2012 en France métropolitaine (plus de 10 % avec l'outre-mer).

L'Espagne entre elle aussi en récession, avec un taux de chômage qui vient d'atteindre 21,5 %. En Italie, le gouvernement prévoit une récession de - 0,4 % en 2012, mais le patronat est bien plus pessimiste, à - 1,6 %. D'après des économistes « *Les plans d'austérité qui se sont succédé depuis l'an dernier, afin de rassurer des marchés effrayés par la dette colossale du pays, y sont pour beaucoup [...] ils ont un effet récessif, d'autant plus que l'Italie a misé principalement sur l'augmentation des impôts, ce qui pèse sur la consommation...* » La Banque d'Italie estime que le dernier plan d'environ 20 milliards d'euros, qui fait suite à deux plans d'un montant global de 60 milliards adoptés cet été aura un impact négatif de 0,5 point de PIB.

Pas besoin d'en dire plus pour montrer comment les politiques d'austérité alimentent la récession, débouchent sur une spirale récessive dans laquelle la politique d'austérité censée combattre les déficits et réduire le coût de la dette produit des résultats inverses. Le cas de la Grèce est significatif : le déficit budgétaire du pays, fixé dans un premier temps à 9 % du PIB, va dépasser cette année 10 % en raison de recettes insuffisantes. Du fait du ralentissement de l'économie, les sommes collectées en 2011 par l'État sont inférieures de 5 % à celles collectées l'année précédente. Pour le seul impôt sur le revenu, la baisse serait de 9 %.

Les mesures prises sous prétexte de sortir le pays de la spirale de la dette se transforment en leur contraire et sont un démenti clair à la propagande des gouvernements à la solde des banquiers : la crise de la dette continue à s'approfondir en Europe et les banques craignent à tel point les conséquences de leur politique de rapine qu'une crise du crédit paralyse les échanges interbancaires et s'ajoute aux effets des plans d'austérité pour pousser l'économie européenne vers la récession.

Cette récession en Europe est très probablement le signe que la crise globale entre dans une nouvelle phase.

Une nouvelle phase de la crise globale commence

Depuis son déclenchement suite à l'effondrement du secteur immobilier à risque aux États-Unis à l'été 2007 et l'effondrement financier qui a suivi en 2008 avec la faillite de Lehman Brothers, la crise globale a traversé plusieurs phases. Les États sont intervenus massivement, par milliers de milliards, pour secourir d'abord le système bancaire international au bord de la faillite, puis, en 2009, les grandes entreprises, dont celles de l'industrie automobile, touchées par une récession généralisée.

Suite à ces interventions, en 2010, l'économie a connu un semblant de reprise. Mais c'était pour entrer dans une nouvelle phase de la crise, celle de la dette publique européenne, dont la première manifestation a été la menace de faillite de la Grèce. Malgré une multitude de « *plans de la dernière chance* », cette crise n'a cessé de s'accroître et touche aussi bien les finances publiques de certains pays que les banques européennes elles-mêmes, envahies de titres toxiques. L'existence de l'Union européenne est discutée, du moins dans sa forme actuelle, tout comme celle de l'euro.

Cette situation est le résultat de la politique des États qui, pour secourir le système financier et les multinationales au cours de la première phase de la crise, se sont endettés massivement... auprès de ces mêmes banques. En sauvant les marchés financiers des conséquences de leurs jeux spéculatifs sur la dette privée, il leur ont largement ouvert le terrain de la dette publique. Un terrain d'autant plus sûr qu'il semblait inconcevable qu'un État puisse faire faillite...

Ce surendettement ne touche pas que les pays de l'Union européenne. Les États-Unis, en particulier, sont le pays le plus endetté au monde, avec une dette supérieure au PIB. C'est pourtant l'Union européenne qui est aujourd'hui l'épicentre de la crise mondiale. Une des causes en est que, face à l'exacerbation de la concurrence internationale, elle est structurellement incapable de mettre en œuvre des politiques économiques et monétaires en mesure de répondre à celles de pays comme les États-Unis qui font de leur monnaie une arme dans la guerre économique. L'euro est une monnaie qui ne repose sur aucun État, et c'est ce « vide étatique » que voudraient combler Sarkozy et Merkel avec leur projet de réforme des institutions européennes.

Personne ne peut prédire ce qu'il adviendra de ces projets. Mais une chose est certaine, la récession qui est en train de s'installer en Europe se s'arrêtera pas à ses frontières.

Si l'Union européenne constitue aujourd'hui le maillon faible de l'économie mondiale, ses pays les plus riches constituent toujours une part importante des débouchés commerciaux des pays émergents, dont le marché intérieur, même s'il s'est développé, est loin d'être en mesure d'absorber les marchandises produites. Une récession dans les pays européens, en diminuant la demande solvable, se traduira nécessairement par un ralentissement économique des pays exportateurs. Le phénomène a d'ailleurs déjà commencé. D'après un rapport des Nations unies, la croissance indienne, estimée à 8,2 %, devrait s'établir en 2012 à 7,7 %. La croissance chinoise sera de 8,7 %, contre 9,1 % l'an dernier. Ce « ralentissement » est certes pour l'instant limité, mais il est à prévoir qu'avec l'entrée en récession durable de l'Europe, il s'accroîtra de façon significative. Le FMI, dans une note de la mi-novembre, estimait qu'en cas de récession en Europe, « *vingt-trois millions de personnes supplémentaires dans les pays à bas revenus pourraient être poussés vers la pauvreté d'ici à 2012 [...] principalement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique...* ». C'est dire que le marché intérieur des « *pays à bas revenus* » sera réduit d'autant, contribuant à l'accroissement de leur ralentissement économique.

L'Allemagne, dont les prévisions de croissance restent aujourd'hui positives, pourrait à son tour en faire les frais, dans la mesure où une bonne partie de ses exportations concerne de l'équipement industriel et ne peut que se réduire avec le ralentissement économique mondial. Les États-Unis ne pourront y échapper non plus.

Un ralentissement de l'économie, en diminuant les perspectives de profit que les multinationales tirent de l'exploitation des salariés du monde entier provoquera inévitablement une accentuation de la « financiarisation » de l'économie. Toujours plus de capitaux, trouvant de moins en moins de placements rentables (aux yeux de leurs possesseurs) dans la production, se rabattront sur la spéculation financière. Et c'est la dette des États, parce qu'elle est garantie par ces derniers, qui constituera, en dernier ressort, le terrain privilégié de cette spéculation.

Comme l'écrivait Marx dans *Le capital*, « *La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste* ». «... *d'un coup de baguette, elle dote l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit en capital sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.* »

Même si la crise de la dette en Europe a montré que les États peuvent être menacés de faillite et entraîner dans leur sillage tout le système bancaire vers le gouffre, ce sont eux qui peuvent encore le mieux assurer au moins une partie des paiements, en saignant leurs populations. Alors que la récession née en Europe de la crise de la dette va se répercuter à l'échelle internationale, « *les troubles inséparables de l'emploi industriel* » du capital vont se multiplier et pousser toujours plus les banques à compter sur la dette publique, sur la rafle des richesses collectives par les États à leur service, pour assurer leurs profits.

La prochaine phase de la crise, c'est la stagnation de l'ensemble de l'économie mondiale et la généralisation, à l'échelle de la planète, de la crise de la dette publique et du crédit, avec leur cortège de politiques de régression sociale et de chômage.

L'Europe, arène des luttes des travailleurs

L'échec de la politique menée depuis des mois par les dirigeants européens est aujourd'hui patent. Plus précisément, le développement de la crise révèle leur cynisme, leurs mensonges, leur complicité avérée avec le monde de la finance. Tous les « plans » qu'ils prétendent nécessaires pour lutter contre les déficits, sauver l'Europe et l'euro, démontrent non seulement leur nature de classe : assurer les intérêts des actionnaires des banques et des multinationales en détruisant les

services publics et en organisant la régression sociale, mais produisent des résultats inverses à ceux qui étaient « promis »...

Les discours xénophobes qui présentaient le Portugal, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, sous le générique méprisant de « pigs », comme responsables de leur propre situation mais aussi de la crise de l'euro et de l'Union européenne parce qu'ils auraient « vécu au dessus de leurs moyens » sont en train de faire long feu : c'est l'ensemble des gouvernements de l'Europe des banquiers qui est embarqué dans la même galère, soumis aux mêmes pressions des spéculateurs et devant faire face aux mêmes difficultés face à la crise du crédit et à la récession. Et c'est bien la politique menée par les dirigeants des plus grandes puissances européennes, France et Allemagne en tête, de concert avec les autres dirigeants du G20, qui est responsable de la fuite en avant généralisée dans l'endettement public et l'austérité.

Les manifestants et grévistes grecs, espagnols, portugais, italiens, etc. qui s'opposent massivement aux plans d'austérité, les indignés qui contestent, au nom des « 99 % », la dictature des « 1 % » d'oligarques financiers, expriment la révolte et la colère que suscite cette situation sociale et politique, de plus en plus insupportable. La conscience aussi que face aux pouvoirs en place, la seule réponse possible est dans les luttes, les mobilisations, dans la rue et les entreprises.

L'aggravation de la crise contribue à mettre en place les conditions objectives de son dépassement. L'enjeu est que cette révolte, ces mobilisations, trouvent une cohérence, se coordonnent, formulent leur réponse politique à la crise du capitalisme. Et c'est tout le sens de notre programme.

Ce programme n'est pas une série de « il faut que » concoctée en laboratoire. Il ne peut être que l'expression de ces conditions objectives et des possibilités qu'elles offrent. C'est à cette seule condition qu'il peut permettre aux mobilisations de se donner une conscience, de les rendre capables d'agir, de penser l'avenir.

S'opposer aux plans d'austérité, au chômage, exiger un travail pour tous et des salaires décents, est la première des urgences pour faire face aux conséquences de la crise et des politiques d'austérité.

Mais cette urgence sociale est indissociable d'une urgence financière : refuser de payer plus longtemps pour une dette publique qui n'est qu'une manière, pour les États, de subventionner les spéculateurs. C'est la seule façon de mettre fin à la course sans fin à l'endettement qui débouche aujourd'hui sur un blocage de l'économie et le risque d'un effondrement financier aux conséquences catastrophiques. C'est aussi le moyen de dégager les sommes considérables qui sont chaque année versées aux banques par les États, pour les consacrer à des dépenses utiles à la population.

Annuler la dette ne veut pas dire se passer d'un système de crédit. Pour fonctionner, la société a besoin d'avances d'argent. Cela passe par la nationalisation des banques et leur regroupement dans un service public bancaire, placé sous le contrôle de la population, et dont la fonction serait de fournir les crédits nécessaires aux activités utiles à tous.

Et cela suppose, bien évidemment, alors que les États apparaissent clairement pour ce qu'ils sont, les administrateurs des affaires de l'oligarchie financière, la mise en place de nouveaux pouvoirs, au niveau national comme européen, émanation des mobilisations et de l'organisation des travailleurs. Seuls de tels pouvoirs seront capables d'assurer la mise en place des mesures d'urgence aussi bien sociales que financières. D'assurer aussi un fonctionnement du système de production et d'échange qui soit respectueux de l'environnement.

Un tel programme répond aux besoins de l'ensemble des travailleurs et des peuples d'Europe, parce qu'ils sont soumis aux diktats d'un seul et même oppresseur : les sommets de la bourgeoisie financière européenne. Lui seul offre une perspective pour la construction d'une autre Europe, démocratique, répondant aux besoins des populations.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)